

Emmanuel Macron saura-t-il éviter le piège tendu par les islamistes (et aggravé par les idiots utiles du communautarisme) ?



Alors que le débat sur le port du voile islamique lors des sorties scolaires a été réanimé par les propos de Julien Odoul, le Président de la République est sollicité par beaucoup d'intervenants du débat public d'intervenir et de donner le discours sur la laïcité qui est attendu de lui depuis le début de son quinquennat.

Avec Salomon Malka
Avec Christophe Boutin
Avec Edouard Husson

**Atlantico : L'image de Fatima E. au conseil régional de Bourgogne Franche Comté est utilisée par les extrêmes de tous bords les uns pour ramener le débat à la question de l'islamophobie, les autres pour réduire les musulmans à l'islam politique. En quoi est-ce une double-impasse ? Comment s'expriment dans le débat ces deux positions depuis quelques jours ?**

**Salomon Malka :** On voit bien que le gouvernement est divisé. Jean-Michel Blanquer d'un côté, qui dit de manière très claire : « Le voile en France n'est pas souhaitable ». Et Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, qui affirme : « Je n'ai pas de difficulté à ce qu'une femme voilée participe à des sorties scolaires ». Le débat est un débat de fond. Il est légitime. L'école ne doit-elle pas être sanctuarisée ? Les pouvoirs publics ne doivent-ils pas être dans une position de neutralité s'agissant du fait religieux ? Et bien évidemment, aussitôt engagé, ce débat est détourné, parasité et réinvesti par ceux qui voudraient dénoncer en la matière pêle-mêle l'islamophobie, l'amalgame, l'humiliation et une laïcité prétendument « dévoyée » ? Ces clivages dépassent le gouvernement et fracturent la majorité sur un sujet hautement inflammable. La parole du Président de la République devrait trancher. Mais ce grand discours sur l'islam et sur la laïcité – car c'est bien de cela qu'il s'agit - tarde à venir. Il devait être initialement bouclé et prononcé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre de 2019. Il ne l'est toujours pas, parce qu'à l'évidence, la réflexion n'est pas aboutie. Or, la pression de l'opinion est majeure. Elle est massive. Elle devient urgente. Répondant à une question sur ce sujet à Toulouse, lors d'une conférence commune avec Angela Merkel, le chef de l'Etat a dit qu'il avait déjà prononcé des dizaines de discours sur ce sujet. C'est tout à fait exact, mais les propos tenus étaient contradictoires. Peut-être est-il temps de faire le tri entre ces discours. Cette clarification est en tout cas très attendue.

**Christophe Boutin :** Il est vrai que le débat sur la place de l'islam dans la république française empoisonne la vie publique depuis maintenant des années, et qu'il va vers une sorte de crispation et d'incompréhension réciproque que l'on doit bien sûr regretter.

D'un côté donc, ceux pour qui toute critique touchant l'islam, celles formulées sur le texte du Coran et ses éventuelles implications comme celles touchant aux pratiques religieuses des musulmans, serait de « l'islamophobie ». Or il est permis de rappeler, d'une part,

que depuis des décennies la critique est libre de s'exercer en France à l'encontre des religions et de leurs représentants, et que le blasphème n'y est plus guère puni depuis le chevalier de La Barre. Permis aussi de rappeler, d'autre part, que depuis maintenant quelques années les auteurs des attentats commis sur notre sol, entraînant près de 260 morts – et, par charité nous n'évoquerons pas le nombre d'agressions commises au couteau dans nos rues, semaine après semaine, par des « déséquilibrés » - se sont jusqu'ici fort peu revendiqués du bouddhisme - grand ou petit véhicule -, et ont très rarement invoqué l'apparition de Fatima. Si « phobie » il y a, il ne faut donc pas être grand clerc pour en trouver les causes dans une crainte somme toute fort légitime. Mais est-ce enfin une « phobie », et doit-il y avoir « psychiatrisation » des dites craintes ? Si, demain, mon voisin s'attaque à mes plates-bandes à coups de bêche et que je lui reproche, me traitera-t-on de « voisinophobe » ? On voit le manifeste excès de ceux qui entendent bien imposer en fait l'interdiction de critiquer une religion et ses croyants.

Pour autant, l'affaire qui nous intéresse, la présence somme toute assez discrète de cette mère de famille venue accompagner des enfants assistant à une réunion du conseil régional de Bourgogne, nous emmène bien loin des agressions, des attentats, et même sans doute des provocations. Possible juridiquement, elle n'entraînait en l'espèce absolument aucune gêne particulière, et rien n'explique la réaction, caricaturale d'outrance, d'un des représentants du Rassemblement national, Julien Odoul. On peut se demander ici, au vu de son parcours politique antérieur pour le moins fluctuant, si ce dernier n'a pas simplement cherché par cet esclandre une publicité malsaine, instrumentalisant à son seul profit la tension réelle qui existe dans la société française autour de la visibilité d'un islam que l'on ne saurait résumer par une bien abusive simplification à la violence de quelques-uns de ses croyants.

D'où peut-être une dernière question, celle de savoir de quoi la tension qui existe en France autour cette visibilité que symbolise le voile islamique est le nom. D'une méfiance envers les musulmans en soi, liée aux attentats que nous avons évoqués ? Peut-être. Mais plus sûrement encore du fait que cette visibilité immédiate et symbolique donne à voir une communauté d'origine étrangère – on exceptera les quelques convertis de lointaine ascendance française - maintenant présente en nombre sur le territoire national et bien décidée à y vivre selon sa propre culture. Et c'est peut-être aussi parce qu'elle permet de visualiser une immigration de peuplement à laquelle les Français n'étaient pas prêts – et sur laquelle ils n'ont jamais été consultés –, au moins autant que pour un problème spécifiquement religieux, que cette question du port du voile dans l'espace public crée une telle tension.

**Edouard Husson** : Notre pays est prisonnier de son inconscience collective, vieille d'un demi-siècle. Le Général de Gaulle avait mis fin à la colonisation de l'Algérie parce qu'il ne voulait pas que nous nous trouvions dans la situation où nous nous trouvons précisément : celle de devoir faire face aux revendications d'une population musulmane suffisamment nombreuse pour essayer de nous dicter des choix politiques inspirés par la confusion entre le religieux et le politique. Mais, comme nous le savons tous, Georges Pompidou a cédé aux revendications du patronat qui préférait l'importation d'une main d'oeuvre à bas coût plutôt que l'investissement dans la robotisation des usines; Giscard a mis en place le regroupement familial et les tentatives de retour en arrière, en fin de septennat, ont été aussitôt annulées par son successeur; François Mitterrand, renégat de la droite, le plus coupable de tous, a encouragé SOS Racisme et fait peser sur une droite post-gaulliste aboulique le chantage de l'infréquentabilité si une alliance était passée entre RPR/UDF et Front National. Jacques Chirac, pour échapper aux nombreuses affaires qui menaçaient de la rattraper, a passé tous les degrés du diplôme de Politiquement Correct; fondamentalement un homme de gauche, il a été reçu avec les félicitations du jury quasiment à chaque étape. Depuis Nicolas Sarkozy, nos présidents sont partagés entre la lucidité et l'impuissance.

Ce qui est frappant, c'est qu'on ne traite que les symptômes: une Maman voilée accompagnant la classe de ses enfants, ce n'est pas à la lettre illégal mais c'est au fond inacceptable puisque nous avons une loi sur le voile et que l'on place les enfants devant une injonction paradoxale: l'école les incite à s'assimiler; leur famille leur dit: ce n'est que provisoire. L'incident au Conseil Régional et ses suites sont l'aboutissement d'une longue chaîne de renoncements. Notre diplomatie n'exige aucune réciprocité des pays musulmans: nous ne devrions laisser construire aucune mosquée chez nous tant que des pays musulmans persécutent les chrétiens, détruisent des églises etc...Nous devrions assécher les sources de financement étrangères, interdire les imams étrangers. Nous devrions aussi renoncer à l'illusion de créer « un islam de France ». Il ne peut y avoir que des citoyens français de confession musulmane, libres d'utiliser les ressources de la loi de 1905 - l'Etat lui-même ayant toute latitude pour dissoudre des associations culturelles qui s'éloigneraient de leur objet. Il faut prendre le problème à la racine. Sans quoi nous laisserons nos « lanceurs d'alerte », aussi courageux et lucides soient-ils, s'épuiser dans des joutes verbales pleines de surenchères mais dont l'efficacité pratique est régulièrement limitée par le chantage à l'islamophobie.

## **Quelles ont été, depuis le début du quinquennat, les positions d'Emmanuel Macron sur la question de la laïcité et de la lutte contre l'islamisme ? Son discours de la semaine dernière a-t-il changé sa position ?**

**Salomon Malka** : On doit à la vérité de dire qu'Emmanuel Macron travaille ce sujet depuis son élection. Il multiplie les contacts, il consulte régulièrement les représentants religieux, il se montre attentif aux évolutions. Il a prononcé de grands discours aux Bernardins en direction des catholiques, à l'Hotel de Ville pour le 500<sup>ème</sup> anniversaire de la Réforme en direction des protestants, devant le CRIF, devant le CFCM...Et on le voit hésiter constamment entre deux tropismes. D'une part, il voudrait reformater les relations entre les religions et l'Etat, les réinitialiser ou les retoucher, et d'autre part, il sent bien que la laïcité est un périmètre à haut risque, qu'elle est un bien commun, un « pilier » pour reprendre une expression récente dans sa bouche. D'où la quadrature du cercle pour lui. D'où sa difficulté à trancher. D'où ses allers-retours sur la loi de 1905. D'où enfin les reports successifs du fameux grand discours

Il est aujourd'hui acculé et forcé d'intervenir à chaud devant une situation qui se complique et s'aggrave de jour en jour. Avec un vrai problème de fond permanent et qui n'a toujours pas trouvé de solution, la représentation de l'islam. On a un catholicisme, un protestantisme, un judaïsme qui ont une présence ancienne en France, qui ont des institutions représentatives qui sont ce qu'elles sont – on peut les critiquer mais elles sont là et elles assument leur tâche. L'islam est en manque de représentation. Le CFCM n'est pas vraiment une réussite et se borne souvent à dénoncer la « stigmatisation », encore ces jours-ci avec l'affaire du foulard. Alors, tout le monde dit : c'est aux musulmans de prendre en charge cette représentation, personne ne peut le faire à leur place ... Seulement le dilemme est là (si on laisse de côté la Fondation présidée par Ghaleb Bencheikh qui assume son rôle). Est-ce que l'Etat peut donner un coup de canif à la loi de 1905 pour sortir du dilemme ? C'est toute la question.

danger en France. Il révèle qu'une part significative d'établissements scolaires sont régulièrement l'objet d'atteintes à la laïcité. Il pointe l'archipellisation de la société française. Tous ces phénomènes se sont précipités comme on a pu le voir dans la récente actualité, et sont en phase terminale. Il y a des actions à la marge qui ont été tentées. J'évoque dans mon enquête la « prière pour la République » qui est en vigueur dans les synagogues et qui pourrait être étendue aux autres confessions, y compris à l'islam, mais on en est encore loin (et l'Etat ne peut pas s'immiscer sur ce terrain).

**Christophe Boutin** : Emmanuel Macron a, depuis le début de son quinquennat, le seul langage possible pour le Président de la République : un langage de rassemblement de l'ensemble du peuple français, quelle que soit sa religion, et, par ailleurs, de strict respect de cette règle bien spécifique à notre culture de la laïcité – sans pour autant en faire un instrument de lutte contre les religions. Traditionnellement en effet, depuis la Révolution française, ou, au moins, depuis la IIIe République, la religion apparaît peu en France dans la sphère publique et reste essentiellement cantonnée à la sphère privée. Interrogé hier soir sur BFM TV le président a été très clair : « l'essentiel » est de répondre à une « menace » réelle ; pour cela la société française doit « faire bloc » et ne pas se diviser ; cela veut dire « respecter la laïcité » et éviter les deux écueils de la « stigmatisation » et du « communautarisme ».

Ainsi, le discours prononcé par Emmanuel Macron la semaine dernière ne visait bien évidemment pas l'islam en soi, mais ce qu'il a appelé « l'hydre islamiste ». Il y a demandé aux Français une « société de vigilance » qui permettrait de repérer les radicalisations pouvant conduire à des actes violents. Notons que cette simple proposition de bon sens a suffi pour soulever les critiques, le président étant accusé de créer ainsi une société du soupçon dirigée contre les musulmans, quant il ne faisait que tirer les conséquences de ces réalités purement factuelles que nous avons évoquées.

Ce n'est pas nouveau, et Emmanuel Macron a déjà évoqué plusieurs fois le problème de l'islamisme. En avril dernier, il ne craignait pas par exemple d'évoquer des « gens qui, au nom d'une religion, poursuivent un projet politique, celui d'un islam qui veut faire sécession » lorsqu'il traitait du « communautarisme qui s'est installé dans certains quartiers de la République », et avait même « demandé au gouvernement d'être intraitable » sur le sujet sensible des « financements venant de l'étranger ».

**Edouard Husson** : Dans ce domaine comme dans les autres, Emmanuel Macron pratique le « en même temps » ; c'est-à-dire qu'il a dit et fait et continuera à dire et faire tout et son contraire en fonction des circonstances et de son intérêt politique. Je n'attends rien d'un homme qui a pu dire que la colonisation française était « un crime contre l'humanité » ou qu'il n'y a pas de culture française. Emmanuel Macron a eu, depuis qu'il s'est lancé dans la course à la présidence, la chance de pouvoir s'appuyer sur l'expertise et les conseils de Gilles Kepel. Mais je n'ai jamais eu l'impression qu'il en faisait un usage approprié. Dans son discours suivant l'attentat de la préfecture, il a parlé d' « hydre islamiste » ; a-t-il songé que l'hydre de l'Herne, dans la mythologie, voit repousser ses têtes au fur et à mesure qu'on les coupe. Il faudrait donc faire comme Héraclès : viser le corps du monstre. On en revient à ce que nous disions en commençant : pour l'instant, Sarkozy, Hollande, Macron se sont attaqués aux symptômes, non à la racine du problème.

**Si Emmanuel Macron est resté somme toute ambigu depuis deux ans et demi sur ces questions, estimez-vous qu'il est en mesure de changer ? Peut-il résister au piège des deux extrêmes que nous évoquions au début de l'interview ? Si oui, comment ?**

**Salomon Malka** : Ce n'est pas l'ambiguïté mais une sorte de grand écart permanent, qui devient de plus en plus compliqué. Est-il capable de changer ? Oui, puisqu'il a changé déjà sur la radicalisation, sur l'islamisme, sur le communautarisme. Souvenez-vous de ce qu'il a pu dire quand il était ministre sur la radicalisation. Ou reportez-vous au débat d'entre les deux tours de la présidentielle, où il s'est montré offensif sur tous les sujets sauf sur l'islamisme où il a paru en arrière de la main. Sur ces sujets, il faut lui rendre cette justice, il n'y a plus d'ambiguïtés. Pour le reste...

**Christophe Boutin** : Ce que vous appelez l'ambiguïté d'Emmanuel Macron existe donc peu dans son discours, nous venons de le voir. Qu'en est-il des actes ? Elle n'existe pas face aux agressions dont peuvent faire l'objet les musulmans : peu nombreuses – alors que les actes anticatholiques et surtout antisémites se multiplient – elles sont systématiquement punies avec la plus grande rigueur. Et cette ambiguïté n'existe pas plus lorsqu'il s'agit de traquer les réseaux terroristes islamistes.

Si ambiguïté il y a, elle porte plus sur la réalité de cette lutte qu'il évoquait contre les influences extérieures. Comme le rappellent en effet d'anciens magistrats ou d'anciens membres des services de renseignements, on ne peut à la fois prétendre lutter contre de telles intrusions et laisser impunément agir les deux États qui diffusent au plan mondial l'idéologie de la conquête islamiste, l'Arabie Saoudite, qui appuie certains réseaux radicaux, et le Qatar, qui soutient lui l'islam politique des Frères musulmans. Des États qui, pour ce qui nous concerne directement, interviennent sur notre territoire comme dans le soutien aux mouvements terroristes de la bande saharo-sahélienne dans laquelle la France a engagé son armée au profit des États locaux ainsi attaqués, avec l'opération Barkhane.

**Edouard Husson** : En France, pour être digne de la fonction de chef de l'Etat, on doit répondre à deux exigences. Il faut être intransigeant sur les principes qui fondent notre pays. Et il faut savoir assimiler les individus loyaux à la République, en étant une figure qui rassemble. Nous n'avons jamais été et ne pouvons pas devenir un pays un pays où l'Islam puisse peser comme religion politique. Je sais bien que depuis François Ier et l'absurde alliance ottomane, nos souverains ont été pleins d'ambiguïté. Louis XIV a laissé l'Europe centrale se défendre seule lors du siège de Vienne de 1683. Bonaparte était porteur des illusions des Lumières sur l'Islam à mettre, politiquement, sur le même pied que les deux autres grands monothéismes et, comme il l'avouait, il se serait fait « mahométan » s'il avait fallu, lors de la campagne d'Egypte, par opportuniste. Il y a, ensuite, toutes les ambiguïtés de notre « politique arabe », fille bâtarde de la défense des Chrétiens d'Orient. Faute d'avoir pris du recul sur notre histoire, les présidents récents ont mené une politique assez brouillonne : la destruction de la Libye par Sarkozy est un bon exemple des politiques contre-productives, inspirée des USA, et consistant à faire basculer un pays dictatorial et terroriste d'un régime laïque vers un régime politico-religieux, potentiellement pire encore. La France a abandonné d'abord dans sa politique étrangère la défense des régimes « laïques ».

Pensez à la manière dont Emmanuel Macron a fait la leçon au président égyptien sur les droits de l'homme. Il devient donc très difficile de défendre la laïcité chez nous quand on abandonne ou critique ceux qui y croient à l'étranger. Une fois que l'on a dit cela, un président devra en outre se poser en rassembleur, soigner les divisions françaises. Je ne sens pas Emmanuel Macron avoir l'étoffe suffisante pour détourner de son cours les très graves affrontements que l'on sent monter. On ne s'improvise pas en réconciliateur de la nation. Nos concitoyens musulmans loyaux à la République et désireux de s'assimiler auront besoin de sentir à la fois la fermeté du

---

républicain et la fidélité du chef envers ses administrés. Espérons qu'Emmanuel Macron apprendra ne serait-ce qu'une dose d'humilité face à l'histoire et les très lourdes responsabilités qu'il exerce.

## **Sa majorité lui permet-elle de tenir un discours clair ? Les différents conflits internes des derniers jours tendraient à prouver le contraire ...**

**Salomon Malka** : Le Président citait à Toulouse le Premier ministre, le ministre de l'Éducation, le ministre de l'Intérieur en les invitant à « faire bloc ». Mais qu'en est-il de sa majorité ? On voit bien les désaccords au sein de La République en Marche avec des députés qui se désolidarisent de leur collègue Aurore Bergé qui veut que le Parlement légifère et interdise le voile pour les accompagnatrices des sorties scolaires. Ou Aurélien Taché, député de la majorité qui estime que la position du Premier ministre « renforce le RN ». La majorité est fracturée. On agite les menaces de sanctions. On parle d'exclusions. On fait valoir que la position de Blanquer est minoritaire en interne. Mais on oublie de dire que la position du ministre de l'Éducation, les sondages l'attestent, est majoritaire dans le pays.

**Christophe Boutin** : Effectivement, on n'a pas l'impression que la majorité présidentielle soit très claire sur ce point, parce qu'elle semble divisée comme le montre la récente polémique touchant le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Évoquant le port du voile par des mères de famille lors des sorties scolaires, l'agrégé des facultés de droit qu'il est a déclaré que c'était juridiquement possible, mais a ajouté que ce n'était « pas souhaitable » : profondément attaché aux valeurs humanistes républicaines, il considérerait que ce ne l'était pas en l'état actuel des tensions. Il n'en a pas fallu plus pour qu'il soit critiqué, y compris dans son propre camp par le député LaREM Aurélien Taché. Ce dernier n'a pas hésité à déclarer que de tels propos avaient pu entraîner la sortie de Julien Odoul, ce qui, on s'en doute, a conduit à une passe d'armes entre les deux hommes.

On a donc bien deux approches au sein même de LaREM. La première, celle de Jean-Michel Blanquer, est fidèle à une tradition républicaine qui, au travers de la laïcité, entend écarter les signes religieux jugés ostentatoires de l'espace public, recherchant la neutralité, y compris visuelle, pour éviter le prosélytisme comme les tensions qui pourraient résulter de la confrontation d'attitudes par trop dissemblables. De l'autre, celle d'Aurélien Taché, est favorable à l'instauration d'un communautarisme de fait et/ou juridique, faisant droit à toutes les revendications victimaires des minorités sexuelles, raciales – un terme qu'elles utilisent volontiers – ou religieuses, un communautarisme pour lequel les valeurs communes de ce « bloc » qu'aimerait constituer Emmanuel Macron ne sauraient supplanter la diversité. On l'a vu, ce dernier semble avoir clairement pris position hier soir pour la première approche. On verra si, avant de rassembler la nation, il parvient à fédérer sa majorité...

**Edouard Husson** : Emmanuel Macron se trouve un peu dans la position de Nicolas Sarkozy en son temps sur l'immigration et la sécurité. Pour des raisons électorales, il voudrait capitaliser sur les angoisses des Français. Mais il est évident que sa majorité n'arrive pas à le suivre. Depuis le début de la semaine, elle s'est profondément divisée. La situation est même plus précaire pour lui que pour Sarkozy dans la mesure où l'ancien président pouvait compter sur une majorité qui entendait un discours de droite sans trop protester. Alors qu'Emmanuel Macron essaie d'effectuer un tournant à droite avec une majorité qui pèse largement à gauche.